

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 28 mai 2018

DE LABBEY QUITTERIE, *Vers une montée en puissance de l'engagement allemand dans la sécurité en Afrique de l'Ouest ?*, Éclairage du GRIP, 28 mai 2018, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2577>



Vers une montée en puissance de l'engagement allemand dans la sécurité en Afrique de l'Ouest ?

Quitterie de Labbey

28 mai 2018

Dans le « [Livre blanc](#) » de 2016 portant sur la politique de sécurité et l'avenir de l'armée allemande, l'Afrique ne fait pas partie des priorités de l'Allemagne. Le Sahel, présenté comme une zone d'« États fragiles » (*fragile Staatlichkeit*) caractérisée par une « mauvaise gouvernance » (*schlechte Regierungsführung*), n'y figure pas comme un enjeu important. Pourtant, depuis 2017, l'Allemagne accompagne la France aux côtés des membres du [G5 Sahel](#) pour soutenir entre autres la création d'une Force conjointe visant à lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière dans la région¹. Pour lever cette apparente contradiction et apprécier l'engagement de l'Allemagne dans les diverses problématiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest, il ne faut pas se restreindre aux aspects militaires, historiquement limités en Allemagne. Ainsi, traditionnellement active dans le domaine du développement – figurant parmi les objectifs du G5 Sahel – l'Allemagne est impliquée dans la prévention des conflits et la non-prolifération des armes. Dans ce contexte plus global, le récent engagement de Berlin dans le cadre du G5 témoigne-t-il d'un « tournant africain »² ? Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, cet Éclairage brosse l'état des lieux des différents types d'engagements sécuritaires pris par l'Allemagne en Afrique de l'Ouest.

La prévention des conflits via la coopération au développement

Traditionnellement, la coopération au développement est considérée en Allemagne comme un instrument en faveur de la paix au même titre – voire davantage – que la politique étrangère et la politique de sécurité. En effet, la gestion des conflits, la prévention des crises et la paix relèvent plus de la compétence du ministère de la Coopération économique et du développement (BMZ) que de celle du ministère des Affaires étrangères³.

Ainsi, l'Allemagne est le [troisième plus grand donateur](#) mondial en termes de coopération au développement, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni. Son budget dans ce secteur a d'ailleurs tendance à augmenter alors que ceux des deux premiers diminuent. Le [budget annuel allemand](#) alloué à la coopération au développement est passé de 1,97 milliard USD en 2013 à 2,71 milliards en 2016. D'après les chiffres de la Banque mondiale, 14 % du budget allemand de coopération au développement était destiné à l'Afrique sub-saharienne en 2016.

À titre d'illustration, l'Allemagne soutient le Mali dans le processus de réconciliation en participant à la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015⁴. Le ministère des Affaires étrangères finance aussi un [projet](#) de stabilisation et de pacification au Mali (2016-2018) mis en œuvre par l'agence allemande pour le développement (GIZ). Au Niger, la GIZ [participe](#) à la réforme du secteur de la sécurité (2013-2018), où elle accompagne une réforme de la police pour améliorer les techniques de police criminelle et la gestion de la criminalité organisée transfrontalière. La GIZ [s'implique](#) également dans la sécurité alimentaire dans le contexte des crises et des conflits aux confins du Niger, du Burkina Faso et du Bénin, où de nombreux conflits intercommunautaires sont liés à des rivalités entre éleveurs et agriculteurs dans un contexte de raréfaction des terres et des ressources naturelles.

Le « [plan Marshall avec l'Afrique](#) » du ministère de la Coopération économique et du développement (BMZ), publié en janvier 2017, confirme la volonté de l'Allemagne de s'impliquer dans le développement et la stabilité du continent. Ce document donne la vision allemande de la coopération au développement, entre autres concernant la paix et la sécurité. L'Allemagne soutient les structures de sécurité africaines, renforce la prévention des conflits – via la médiation, l'alerte précoce et la formation –, et aide à l'intégration africaine dans les structures internationales : opérations de paix, partenariats internationaux et contrôle des armes dans les zones de crise.

Enfin, depuis 2017, l'Allemagne fait partie de [l'Alliance pour le Sahel](#) aux côtés de la France, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Ce dispositif vise à soutenir l'employabilité des jeunes, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance et la décentralisation. L'Allemagne compte y investir 180 millions d'euros par an (à titre de comparaison, la France y consacrera 1,2 milliard sur la période 2018-2022, soit 240 millions par an).

À la pointe du contrôle de l'armement et de la non-prolifération

Parallèlement à la prévention des crises, l'Allemagne est un investisseur majeur dans la lutte contre la prolifération des armes, notamment dans les projets multilatéraux de contrôle des armes et des munitions. Avec une participation de 3,5 millions d'euros entre 2013 et 2018 – selon les [chiffres](#) avancés par le ministère des Affaires étrangères – consacrés au Fonds d'affectation volontaire (VTF) pour la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes (VTF) et au Mécanisme de financement des

Nations unies pour la coopération en matière de réglementation des armements (UNSCAR), l'Allemagne est le plus gros donateur de ces deux fonds.

L'augmentation du budget du ministère des Affaires étrangères consacré au « contrôle de l'armement, au désarmement et à la non-prolifération », est un indicateur de la sensibilité croissante de l'Allemagne à la pacification de l'Afrique de l'Ouest. Pour cette zone, le budget allemand est passé de 5,72 millions d'euros en 2013 à 16,4 millions en 2017⁵. Les ministères des Affaires étrangères, de l'Économie et des Exportations (BAFA) et de la Coopération économique et du Développement (BMZ) financent diverses organisations non gouvernementales telles que *Mines Advisory Group*, *Small Arms Survey*, *Handicap international* ou encore le *Bonn International Conversion Center*, notamment sur des projets de gestion et de sécurisation des stocks d'armes (*Physical Security & Stockpile Management*, PSSM)⁶. Au niveau mondial, le ministère des Affaires étrangères finance également conjointement avec l'Union européenne le projet [iTrace](#). Mis en œuvre par l'ONG *Conflict Armament Research*, *iTrace* vise à fournir des informations sur les détournements d'armements conventionnels, de munitions et de matériel connexe. À l'échelle continentale, l'Allemagne soutient l'Union africaine, en collaboration avec le *Small Arms Survey*, sur le projet « *silencing the guns until 2020* », qui vise à mettre fin à tous les conflits armés en Afrique d'ici à 2020.

Un autre indicateur de la sensibilité croissante de l'Allemagne au désarmement est la diminution des licences d'équipement militaire ([military list](#)) accordées par l'Allemagne aux pays d'Afrique de l'Ouest. Leur nombre est en effet passé de 45 en 2013 à 35 en 2016 ; et leur valeur est passée de 10,7 à 6,5 millions d'euros⁷.

Un engagement sécuritaire récent au Sahel

Bien que l'instrument militaire soit plus limité dans la réponse apportée aux conflits ouest-africains que le développement et la lutte contre la prolifération des armes, les forces armées allemandes sont présentes de façon croissante sur ce terrain, notamment au Mali. Si l'Allemagne a été impliquée dans plusieurs opérations de maintien de la paix dès les années 1990, sa première intervention en Afrique de l'Ouest date de 2013 dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine ([MISMA](#)) puis de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali ([MINUSMA](#)). Son contingent dans la mission n'a cessé d'augmenter, jusqu'à y devenir le contingent de soldats européens le plus important (mais le huitième tous continents confondus, avec 664 soldats en mars 2018). En effet, la ministre de la Défense von der Leyen avait [annoncé](#) en septembre 2017 le renforcement de la participation allemande aux opérations de paix et de sécurité de l'ONU dans le cadre de sa candidature en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité. L'Allemagne est également impliquée dans la mission de formation de l'Union européenne au Mali ([EUTM Mali](#)) depuis 2013, pour laquelle elle forme les forces de sécurité maliennes. Elle y met à disposition une centaine de formateurs et d'ambulanciers.

Les contingents de ces deux missions réunis constituent l'opération extérieure allemande la plus importante, devant l'Afghanistan. Toujours au Mali, 140 Allemands sont engagés dans la mission d'assistance aux capacités de sécurité intérieure maliennes ([EUCAP Sahel Mali](#)), que l'Allemagne a dirigée de 2014 à 2017.

Dès 2013, l'Allemagne avait d'ailleurs fourni à la France un soutien logistique aérien pour l'opération *Serval* puis pour l'opération *Barkhane*. Les deux pays ont [prévu](#) de déployer un escadron de la brigade franco-allemande au Mali dans le courant de l'année 2018. L'implication allemande dans la constitution de la Force conjointe G5 Sahel aux côtés de la France est une autre manifestation de la volonté de stabilisation et de pacification de la région. L'Allemagne participe ainsi à l'équipement et la rénovation du [poste de commandement du camp du G5 Sahel](#) installé au camp Bagagi à Niamey (Niger) et a équipé le [collège de Défense du G5 Sahel](#), créé en février 2018. Son investissement dans le G5 Sahel couvre des infrastructures, des équipements et des formations et s'élève à un montant global de 48 millions d'euros.

En résumé, s'il est prématuré de parler d'un « tournant africain », la politique de sécurité de l'Allemagne a connu des avancées importantes en Afrique de l'Ouest ces dernières années. Son engagement dans le paysage sécuritaire ouest-africain s'est renforcé sur les aspects traditionnels de la politique étrangère allemande en matière de coopération au développement. Premier bailleur de fonds en matière de lutte contre la prolifération et pour le désarmement, Berlin s'implique de façon croissante dans la lutte contre les conflits armés – notamment en Afrique de l'Ouest. Dans une définition plus réduite de la sécurité, la présence militaire et sécuritaire allemande s'affirme en Afrique de l'Ouest, notamment dans le cadre multilatéral et aux côtés de la France.

* * *

Auteur

Quitterie de Labbey est assistante chercheuse au GRIP dans la section « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique », sous la direction de Claire Kupper.

1. Le G5 Sahel regroupe la Mauritanie, le Mali, le Tchad, le Niger et le Burkina Faso. Voir *Courrier international*, « [La France entraîne l'Allemagne dans la lutte antiterroriste au Sahel](#) », 2 août 2017.
2. Le terme est emprunté à Tüll, Denis « [La coopération franco-allemande au Sahel : Conséquences et perspectives du "tournant africain" de l'Allemagne](#) », IRSEM, 27 septembre 2017.
3. Brede, Dunka « [Konfliktbearbeitung und Entwicklungszusammenarbeit](#) », BpB, 15 décembre 2011.
4. L'accord d'Alger a été signé en 2015 par le gouvernement malien et des groupes armés rebelles (Coordination des mouvements de l'Azawad) et loyalistes (Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés et Mouvement arabe de l'Azawad).
5. Les chiffres ont été calculés à partir des rapports annuels du gouvernement allemand sur le désarmement [Jahresabrüstungsbericht 2013](#) et [Jahresabrüstungsbericht 2017](#).
6. Voir la [définition](#) qu'en donne *Small Arms Survey*.
7. Les chiffres ont été calculés d'après la base de données [EU Arms Exports](#) de l'ONG *Campaign Against Arms Trade*. Les pays retenus dans ce calcul comme appartenant à la zone Afrique de l'Ouest et ayant importé du matériel militaire allemand sur cette période sont : le Mali, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, la Sierra Leone, le Togo, le Bénin et le Niger.